

Roberto Ruozi, extraits traduits de l'italien — tirés de l'ouvrage s'intitulant *Viaggio nel mercato finanziario con Dr Jekyll e Mr Hyde* (Milan, 2008)

La naissance de la crise (été 2007)

La crise naît aux Etats-Unis, où le marché a atteint les plus grandes dimensions, l'efficacité maximum, la plus haute capacité d'innovation, l'adoption la plus intense des technologies productives et distributives les plus sophistiquées, toujours plus liées au monde de l'information technology.

Ce qui a été le plus frappant sur le plan émotionnel a été la dimension du problème, la rapidité avec laquelle il s'est manifesté et s'est propagé, la sensation d'être devant un type de tragédie déjà vue, mais cette fois plus difficilement gérable, aussi parce que la crise a éclaté à un moment absolument pas favorable de l'économie dans une grande partie du monde et certainement dans les pays les plus industrialisés, dans lesquels quelques secteurs économiques sont pratiquement à la limite, comme celui de l'immobilier auquel est attribué beaucoup de responsabilités dans la dégradation à laquelle nous avons assisté et qui n'est pas encore conclue.

Quant aux causes dont je parlais, elles sont morales et comportementales. Les responsables — administrateurs, managers, et parfois aussi actionnaires, qui deviennent de toutes façons responsables au moins indirectement — ont poussé au maximum la machine du développement entrepreneurial, en misant essentiellement sur l'augmentation des volumes d'activité et de la consistance de l'actif et du passif des bilans, ainsi que, évidemment, sur l'extension des marges du revenu. Cela est arrivé aussi — mais beaucoup considèrent surtout — pour bénéficier des bonus inclus dans la part variable des rémunérations des responsables susmentionnés, liées essentiellement à des objectifs à court ou très court terme, mais non-connectées aux risques de l'activité effective et à leurs conséquences à plus long terme.

Même les contrôles externes — c'est-à-dire ceux des vérificateurs de comptes et des sociétés de certification, ainsi que ceux des sociétés préposées à la surveillance des banques — n'ont pas fonctionné.

Les derniers développements et les perspectives

Il faut donc aider les investissements dans la formation professionnelle et intellectuelle des personnes en en augmentant ainsi la mobilité, la possibilité d'occupation et le niveau des rémunérations. La connexion entre niveau culturel et rémunération est en effet toujours plus directe.

Le manque de solidarité à l'intérieur d'un système bancaire est préoccupant, peut-être encore plus que les faiblesses de la surveillance et du gouvernement.

Les causes techniques

Les retards dans la perception des situations de crises potentielles de la part des autorités de surveillance nationale ont toujours été dramatiques, en annulant ou en réduisant fortement l'efficacité de la surveillance et de ses règles.

Quant aux méthodes de rémunération, il est connu qu'elles ont été accusées d'avoir beaucoup contribué à la crise. A posteriori, on a en effet remarqué qu'elles se basaient essentiellement sur les résultats économiques obtenus sans tenir compte des risques encourus, qui se manifestaient généralement bien après l'encaissement des bonus qui représentent de loin la plus grande part de la rémunération des banquiers.

La crise, comme je l'avais au moins partiellement anticipé, semble avoir été essentiellement provoquée par deux facteurs:

- a) l'énorme développement de processus de *titrization* des emprunts immobiliers garantis par des hypothèques accordées à une clientèle pas assez fiable, qui est vite devenue insolvable avec la crise économique qui a éclaté entre temps, ainsi que suite à l'irruption d'une crise violente et diffuse du secteur immobilier qui a énormément réduit la valeur des garanties qui soutenaient les emprunts susmentionnés.
- b) l'énorme développement d'opérations en dérivés de différente nature effectuées de façon inconsidérée et peu transparente...

A ces deux facteurs s'est ensuite ajouté un processus diffus de très mauvaise sélection des risques sur des opérations traditionnelles et une incroyable répétition d'erreurs dans la gestion de l'actif et du passif bancaire, qui s'est traduit dans la violation systématique de quelques principes classiques d'équilibre financier, valables en permanence, qui ont même mis en difficulté des banques apparemment tranquilles. Quelques cas de comportements frauduleux de managers bancaires se sont finalement ajoutés, et particulièrement ceux des préposés aux opérations de *trading*, et on peut considérer le tableau comme complet.

Les comportements et la culture des responsables des banques

Il y a donc eu l'an dernier un énorme changement des personnes qui dirigent les plus grandes banques américaines et européennes. On a donc l'impression que l'on a changé parce qu'on ne pouvait pas faire autrement, mais on est pas certain que le nouveau sera différent et surtout meilleur que l'ancien.

Les banques devraient du reste comprendre qu'elles sont en train de jouer un de leurs actifs les plus importants, la confiance sur laquelle se base depuis toujours leur activité et leur possibilité de succès.

En réalité, le scandale existe depuis un moment et les gens s'en sont finalement rendus compte.

A la tête des banques, les actionnaires en premier, les administrateurs et les plus grands dirigeants doivent de nouveau comprendre que les banques ne sont pas des entreprises comme toutes les autres, mais qu'elles ont des responsabilités sociales énormes et

qu'elles ne peuvent pas être traitées comme des maisons de jeu, même si cela peut, dans certaines circonstances, s'avérer très rentable.

L'intervention de l'Etat

L'expérience enseigne que l'Etat est rarement un bon restructeur d'entreprises et, en tout cas, les restructurations coûtent et leur succès n'est jamais certain.

L'ainsi-dit "pragmatisme" a désarçonné l'"idéologie" et cela peut expliquer en partie les temps nouveaux des décisions politiques, mais aussi des grandes marges d'erreur qui y sont contenues et qui sont de façon non secondaire aussi responsables de la crise que nous sommes en train de vivre.

Réflexions sur l'évolution du rapport entre Etat et marché bancaire

En analysant l'histoire qui se répète beaucoup plus systématiquement que l'on pourrait l'imaginer, j'en ai tiré la conviction que la présence de l'Etat dans le marché bancaire est sa deuxième nature due aux caractéristiques de l'activité bancaire, qui ne sont pas seulement économiques et financières au sens strict, mais qui embrassent aussi la sphère sociale et celle de l'intérêt public, en mettant donc en jeu presque fatalement l'Etat et de toutes façons l'administration publique au sens large.

Pour le moment, presque à titre provocateur, je me limite à affirmer que le problème n'est donc pas "si" l'Etat doit intervenir, mais "comment" et avec quelles limites.

Quelles que soient les règles, il y aura toujours une façon de les violer, comme la longue histoire de faillites bancaires et financières, qui remonte au XVIII^e siècle et qui ne s'est jamais interrompue, nous l'a enseigné ponctuellement.

Fin du capitalisme ou accident de parcours, sévère, mais transitoire?

Il est difficile d'être aussi d'accord sur le fait que le libéralisme est en mesure de corriger seul les erreurs du marché. L'expérience que nous sommes en train de vivre est en effet en train de nous démontrer tout le contraire. S'il n'y avait pas eu la main publique pour remédier aux erreurs sus-mentionnées, nous aurions en effet couru des risques dramatiques que, vice-versa, nous aurions pu éviter.

François Keller
Institut suisse de brainworking
1203 Genève
022 344 03 57